

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

- Avant la mobilisation du 19 mars, les conflits se durcissent
- La réforme de la représentativité fait des élections professionnelles un test pour les organisations

- Avant la mobilisation du 19 mars, les conflits se durcissent
- La réforme de la représentativité fait des élections professionnelles un test pour les organisations

Dossier

Martin Wolf p. 2

G20 : le vrai
risque est
de dépenser
trop peu

Chronique p. 3

« Le repli
contraint des
multinationales »,
par Yves Doz

Stratégie p. 6

Bernard Giraud, Danone :
« Notre consommation
d'eau aura diminué
de moitié en dix ans »

►►► Lire la suite page 2

Consultez notre site : www.lemonde.fr

© 2009 du 1^{er} Mars au 31 Mars 2009 - Les points sont vendus séparément

Salaire maximum

► Suite de la chronique de Philippe Askenazy

La machine devient vaine lors que ce sont des stars qui au sein des conseils d'administration font les recommandations aux autres stars. Faire augmenter celle qui dirigeant d'une autre firme entraîne une hausse de ses propres reves mais pour valoir. Les patrons peuvent alors aspirer une bon ne partie de la rente supplémentaire qu'ils génèrent pour leur société, celle-ci manque peut être de pouvoir d'achat.

Que peut faire la puissance publique ? Interdire dans les conseils d'administration la présence de dirigeants d'autres grandes sociétés causant l'inflation, sans changer le mécanisme. D'un côté c'est un salaire maximum, de l'autre c'est une taxe sur les salaires. Ce dernier peut être national car le « mal » est des dirigeants américains mais les investisseurs sont britanniques, japonais, chinois, les sociétés de l'Hexagone sont presque exclusivement dans des secteurs nationaux.

Le président américain Barack Obama souhaite un plafond de 500 000 dollars (390 000 euros) de salaire maximum pour les patrons des banques aidées par l'état. Outre Rhin, le débat est ouvert pour le futur à 1 million d'euros dans toute entreprise.

Un article d'un docteur de la Sorbonne Fabrice Lleras à paraître en mai dans la Revue économique étudie l'effet théorique d'un « salaire » maximum, ou plus précisément d'une rémunération totale maximale. Celle-ci incite l'auteur, permet à de petites firmes d'avoir une meilleure performance. Pour les plus grosses la perte de performance est en partie compensée par le coût moindre des dirigeants. Au total, les actionnaires pourraient y gagner. La simulation sur les cas français montre le réalisme de ce scénario. Voilà un résultat plus grisâtre pour les patrons qu'une renonciation temporaire aux revenus.

Philippe Askenazy, directeur de l'INRS, Ecole d'économie de Paris



Par Martin Wolf

Le sommet du Groupe des vingt pays riches, initialement prévu à G20 qui doit se tenir à Londres le 2 avril prochain est venu à l'échec. Ses participants refusent de satisfaire aux exigences de ce que Lawrence Summers, principal conseiller économique du président Barack Obama, appelle « l'agenda de la demande mondiale ». Ils le font au nom d'opinions communément admises, qui hélas sont en train de l'emporter.

Aux États-Unis, l'esprit d'Andrew Mellon, secrétaire au trésor du président Herbert Hoover (1913-1918), demeure vivace. M. Mellon ne cessait de répéter : « la grande contrainte de M. Hoover - qu'il fallait - liquider l'impôt, liquider les actions, liquider les obligations, liquider les liquidités, liquider les liquidités, liquider les liquidités ».

La seule solution, c'est d'en faire plus qu'il ne faut. Il sera toujours possible de supprimer les mesures de relance d'un an ou deux, mais bien plus malade avant une action efficace à la dépression économique et sociale à l'installe.

L'éclaireur Le soutien à la demande n'est pas suffisant. Selon le FMI, même la relance américaine ne se monte qu'à 4,8 % du PIB

G20 : le vrai risque est de dépenser trop peu

Que veut dire, plus qu'il ne faut ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord comprendre ou nous sommes. Tout d'abord, la récession est mondiale. Les pays fortement dépendants des exportations sont ceux qui l'ont imaginée, le Japon et la Corée du Sud sont peut-être plus touchés que les États-Unis ou le Royaume-Uni. En outre, les forces à l'œuvre derrière cette récession sont puissantes et durables. Elles se traduisent par une perte immense de richesse - qu'une étude de la Banque asiatique de développement estime à près d'une année de la production mondiale - un poids

C'est cette dernière, surtout, un rôle important à jouer. Dans un excellent article, des économistes du Fonds monétaire international (FMI) ont souligné que les mesures d'aide à la croissance doivent être « rapides, massives, durables, diversifiées, privatisées, collectives et solides ». En effet, le ralentissement dans la Chine et la Russie, l'efficacité de chaque mesure individuelle est incertaine. L'avenir nous réserve certainement des surprises. La relance sera d'autant plus efficace qu'un plan grand nombre de pays participent. Et il faut absolument éviter les réactions négatives des marchés de dettes.

devant équivaloir, en 2009, à 5,7 % du produit intérieur brut, contre 4,8 % en Allemagne.

Le professeur Martin Feldstein de l'université Harvard, qui a présidé le cercle des conseillers économiques du président Reagan (1980-1988), affirme que « l'économie américaine est confrontée à un déficit de demande d'un montant de 70 milliards de dollars (58 milliards d'euros) », d'essentiellement à une baisse de la richesse des ménages, équivalant à 100 milliards de dollars.

Selon lui, le paquet de relance américain combiné à celui de 40 % de cette perte de demande en 2009 et 2010. Si tel devait être le cas, la récession sera sévère et durable et un second plan de relance budgétaire sera sans doute nécessaire avant qu'il ne soit trop tard.

Il est probable que toutes les tentatives de maîtrise des déficits budgétaires à un moment où le secteur privé réduit sévèrement ses dépenses échouent. Enfin, on ne peut mener une politique budgétaire indifférente de ce que

fait le secteur privé. En vérité, la hausse vertigineuse des déficits budgétaires à laquelle nous assistons est précisément liée à la prodigalité dont on fait preuve, dans le passé, les secteurs privés, y compris souvent d'autres pays.

Il n'oublions pas que même une augmentation de 50 % du ratio de la dette publique par rapport au PIB entraîne pour les contribuables un coût permanent de 1 % à 1,5 % du PIB dans un pays empruntant à des taux réels de 3 % ou 4 %. A condition que la crédibilité ne soit préservée, celle-ci est parfaitement réalisable, en vérité, moins inquiétant que le glissement ininterrompu à toute ressource prolongée.

En bref, la priorité est d'enrayer la dépression qui s'annonce. Mais pour que cela marche, l'action budgétaire doit être réversible de manière crédible, des dépenses temporaires et des baisses d'impôts concertées des catégories à dépenses fortes seront plus efficaces et moins risquées que des baisses d'impôts généralisées.

Les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 doivent faire tout le nécessaire pour assurer la poursuite de leur mandat. Ils doivent faire tout le nécessaire pour assurer la poursuite de leur mandat. Ils doivent faire tout le nécessaire pour assurer la poursuite de leur mandat.

Les chefs de gouvernement doivent tout faire pour enrayer la dépression qui s'amorce. Et oser réussir

énorme de la dette privée dans les pays déficitaires, une panne du fonctionnement normal du système financier.

Quelles sont les solutions ? Les ressorts de la politique monétaire sont presque toutes épuisées. Les mesures décevantes nécessaires plus difficiles à prendre et moins efficaces.

La seule solution, c'est d'en faire plus qu'il ne faut. Il sera toujours possible de supprimer les mesures de relance d'un an ou deux, mais bien plus malade avant une action efficace à la dépression économique et sociale à l'installe.

Face à ces critères, les plans de relance sont, et c'est inquiétant, beaucoup trop modestes. Selon le FMI, même la relance américaine ne se monte qu'à 4,8 % du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis. De plus, souligne le FMI, les stabilisateurs automatiques sont plus importants en Europe que de l'Europe de l'Atlantique en raison de prestations sociales plus généreuses.

Dans l'ensemble, les États-Unis en font plus, mais tellement plus, par rapport à l'année qui a précédé la crise, la dégradation de la balance budgétaire d'ensemble

est pourtant il n'existe pas de véritable volonté de faire plus, aux États-Unis, ni dans le reste du monde. Le principal argument avancé pour justifier cette prudence est le souci de la soutenabilité à long terme. Ici se termine la principale menace qui pèse sur la durabilité, il est pas la crise, mais le poids des dépenses sociales.

Cette chronique de Martin Wolf, éditeur du Monde, est publiée en partenariat avec le Financial Times et l'FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Brette)

Le livre Bites à idées

Devant l'expression anglaise *think tank*, la traduction hébraïque, laboratoire d'idées, cercle de réflexion, groupe d'experts ? Et pour cause. En France, il y a des think tanks, mais ils ne sont pas les mêmes. Le monopole de la pensée, à ces centres d'analyses, tandis que les parties politiques ont instauré leurs propres clubs.

Les organismes indépendants, susceptibles de décloisonner utilement la réflexion, ne sont apparus qu'aux années 1980. Les *think tanks*, ou, regroupés autour de grands chercheurs que s'efforcent de la société civile, s'efforcent de passer de la recherche intellectuelle en diversifiant ses sources de financement.

Leur action était pourtant « engage » : la Fabian Society, la première à Londres, au titre de la question « Pourquoi la multitude de cette époque », s'est jointe aux syndicats en 1900 pour faire travailler le Parlement. Le parti travailliste s'est donné le nom de *think tank*, fondé en 1945 en Calédonie par l'armée de l'air américaine et la société aéronautique Douglas.

Les think tanks, carnavals de la guerre des idées
Stephen Boucher et Martin Royo
Le Félin 160 p. 13,90 €

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet

En janvier 2000, si l'on se réfère à la principale réalisation du XX^e siècle dans le domaine de l'économie, le département américain du commerce a rétrogradé le monde en place des comptes nationaux - autrement dit le produit intérieur brut (PIB). Un peu en attribuer le mérite à Simon Kuznets (1901-1985), prix Nobel d'économie en 1971, c'est lui qui avec son équipe et en liaison avec le Britannique Nicholas Kaldor (1908-1982), prix Nobel d'économie en 1991, a révisé et révisé le PIB, a révisé et révisé le PIB, a révisé et révisé le PIB.

En janvier 2000, si l'on se réfère à la principale réalisation du XX^e siècle dans le domaine de l'économie, le département américain du commerce a rétrogradé le monde en place des comptes nationaux - autrement dit le produit intérieur brut (PIB). Un peu en attribuer le mérite à Simon Kuznets (1901-1985), prix Nobel d'économie en 1971, c'est lui qui avec son équipe et en liaison avec le Britannique Nicholas Kaldor (1908-1982), prix Nobel d'économie en 1991, a révisé et révisé le PIB, a révisé et révisé le PIB, a révisé et révisé le PIB.

celle qui fait du PIB l'objectif de la politique économique, celle qui ne devrait en être qu'un langage, celle, qui oublie ce que représente le PIB, celle qui oublie ce que représente le PIB, celle qui oublie ce que représente le PIB.

En janvier 2000, si l'on se réfère à la principale réalisation du XX^e siècle dans le domaine de l'économie, le département américain du commerce a rétrogradé le monde en place des comptes nationaux - autrement dit le produit intérieur brut (PIB). Un peu en attribuer le mérite à Simon Kuznets (1901-1985), prix Nobel d'économie en 1971, c'est lui qui avec son équipe et en liaison avec le Britannique Nicholas Kaldor (1908-1982), prix Nobel d'économie en 1991, a révisé et révisé le PIB, a révisé et révisé le PIB, a révisé et révisé le PIB.